



De nouveaux documents de la CIA déclassifiés montrent que la CIA travaille en étroite collaboration avec les propriétaires et journalistes des grands médias.

Par [Washington's Blog](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2017

[Washington's Blog](#) 27 février 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

[Des documents nouvellement déclassifiés](#) montrent qu'un agent de la CIA et un directeur adjoint à la Direction du renseignement ont travaillé en étroite collaboration avec les propriétaires et les journalistes des plus grands médias :

Joseph C. Harsch, ex-CHRISTIAN SCIENCE MONITOR, now NBC
Walter Lippmann, LOS ANGELES TIMES Syndicate
John Scott, TIME
Joseph Alsop, Publishers' Newspaper Syndicate
Wallace Carroll, then NEW YORK TIMES Washington Bureau
Cy Sulzberger, NEW YORK TIMES
Henry Gemill, Phil Geyelin, and Louis Kraar, WALL STREET JOURNAL
Charles Bartlett, Publishers' Newspaper Syndicate
Max S. Johnson, U.S. NEWS & WORLD REPORT
Harry Schwartz, NEW YORK TIMES
Bill Shannon, NEW YORK TIMES
Jess Cook, TIME
Stewart Alsop, SATURDAY EVENING POST
William S. White, United Features Syndicate
Chalmers Roberts, WASHINGTON POST
Murray Nardor, WASHINGTON POST
Charles J.V. Murphy, FORTUNE
Russell Wiggins and Alfred Friendly, WASHINGTON POST
Ted Szulc, NEW YORK TIMES
Kay Graham, Publisher, WASHINGTON POST and NEWSWEEK

La Commission spéciale du Sénat des États-Unis pour étudier les opérations gouvernementales en matière d'activités de renseignement a révélé, en 1975, que la CIA avait soumis des articles à la presse américaine.

Wikipedia ajoute [des détails](#) :

Après 1953, le réseau a été supervisé par Allen W. Dulles, le directeur de la CIA. À cette époque, l'Opération Mockingbird avait une influence majeure sur 25 journaux et agences de presse. La méthodologie habituelle consistait à fournir des articles rédigés à partir de renseignements fournis par la CIA à des journalistes, volontaires ou pas. Ces articles seraient alors répétés ou cités par les autres journalistes, qui seraient à leur tour cités dans tous les services de presse.

Le Bureau de la coordination des politiques (OPC) a été financé par des prélèvements sur les fonds destinés au Plan Marshall [c.-à-d. La reconstruction de l'Europe par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale]. Une partie de cet argent servait à corrompre journalistes et éditeurs.

En 2008, le *New York Times* [écrivait](#) :

« Pendant les premières années de la guerre froide, [des écrivains et artistes éminents, d'Arthur Schlesinger Jr. à Jackson Pollock] ont été financés, quelquefois somptueusement, toujours secrètement, par la C.I.A. dans le cadre de sa campagne de propagande contre l'Union soviétique. C'est peut-être l'utilisation la plus réussie du soft power dans l'histoire américaine. »

Un agent de la CIA [a déclaré](#) au propriétaire du *Washington Post*, Philip Graham [...] dans une conversation sur la volonté des journalistes de vendre la propagande de la CIA et ses histoires montées de toutes pièces : « *Vous pouvez vous payez un journaliste pour moins*

cher qu'une escort girl, juste pour quelques centaines de dollars par mois. »

Le célèbre journaliste du Watergate, Carl Bernstein, [écrivait](#) en 1977 :

« Plus de 400 journalistes américains [...] au cours des vingt dernières années, ont secrètement effectué des missions pour la CIA, selon des documents provenant du siège de la CIA. »

Dans de nombreux cas, selon des documents de la CIA, des journalistes ont été engagés pour accomplir des tâches pour la CIA avec le consentement des directions des principales organisations médiatiques américaines.

Parmi les cadres qui ont prêté leur concours à l'Agence figuraient les dirigeants de CBS, de Time, du New York Times, du Journal de Louisville Courier, et de Copley News Service. Parmi les autres organisations qui ont collaboré avec la CIA, citons ABC, NBC, AP, UPI, Reuters, Hearst Newspapers, Scripps Howard, le magazine Newsweek, le Mutual Broadcasting System, le Miami Herald, l'ancien Saturday Evening Post et le New York Herald Tribune.

Il est amplement prouvé que les principaux éditeurs américains et les dirigeants de médias se sont autorisés, à eux-mêmes et à leurs organisations, à servir les services de renseignement. « Ne nous contentons pas de mauvais journalistes, pour l'amour de Dieu », s'écriait William Colby à un moment donné aux enquêteurs du Church Committee, « montons directement à la direction ».

La CIA a même dirigé un programme de formation officiel dans les années 1950 pour enseigner à ses agents à être journalistes. Les officiers de renseignement ont été « entraînés à faire du bruit, comme des journalistes », a expliqué un haut fonctionnaire de la CIA, et ont ensuite été placés dans les principales organisations médiatiques, avec l'aide de la direction.

Une fois par an, pendant les années 1950 et le début des années 1960, les correspondants de CBS se réunissaient avec la hiérarchie de la CIA pour des dîners privés et des séances d'information.

Allen Dulles entretenait de fréquents contacts avec son bon ami, le regretté Henry Luce, fondateur des magazines Time et Life, ce qui a facilement permis à certains membres de son personnel de travailler pour l'Agence. Il a aussi accepté de fournir des emplois et des lettres de recommandation à d'autres agents de la CIA qui manquaient d'expérience journalistique.

Dans les années 1950 et au début des années 1960, les correspondants

étrangers du magazine Time ont assisté à des dîners d'information de la CIA semblables à ceux que la CIA tenait pour CBS.

Lorsque Newsweek a été acheté par la Washington Post Company, l'éditeur Philip L. Graham a été informé par les représentants de l'Agence que la CIA utilisait parfois le journal à des fins de couverture, selon des sources de la CIA. « Il était largement reconnu que Phil Graham était quelqu'un toujours prêt à vous aider », a déclaré un ancien directeur adjoint de l'Agence. « C'est Franck Wisner qui s'arrangeait avec lui ». (Wisner, directeur adjoint de la CIA de 1950 à peu de temps avant son suicide en 1965, était le premier organisateur des « opérations noires » de l'Agence, dont nombreuses impliquaient des journalistes. Wisner aimait se vanter de son « tout puissant [Wurlitzer](#) », un instrument de propagande merveilleux qu'il a construit, et utilisé, avec l'aide de la presse).

En novembre 1973 – après que la CIA a prétendu avoir mis fin à ce programme – Colby a déclaré aux journalistes et éditeurs du New York Times et du Washington Star que l'Agence avait « environ trois douzaines » de journalistes américains « dans le fichier des salaires de la CIA », dont cinq qui travaillaient aussi pour des « organismes de presse à diffusion générale ». Pourtant, au moment même où le Comité sénatorial de renseignement tenait ses audiences en 1976, selon des sources de haut niveau de la CIA, la CIA continuait de maintenir des liens avec soixante-quinze à quatre-vingt dix journalistes de toutes fonctions, des cadres, des reporters, des pigistes, des photographes, des chroniqueurs, des commis de bureau et des membres des équipes techniques de radiodiffusion. Plus de la moitié d'entre eux avaient été retirés des contrats de la CIA et de la masse salariale, mais ils étaient encore liés par d'autres accords secrets avec l'Agence. Selon un rapport inédit de la commission parlementaire sur le renseignement, présidé par le représentant Otis Pike, encore au moins une quinzaine d'organismes de presse continuaient à fournir une couverture pour les agents de la CIA en 1976.

Les responsables les plus compétents sur le sujet disent que le chiffre de 400 journalistes américains est une estimation faible.

Beaucoup de gens pensaient que si que si ce fait était connu, quelques-uns des plus grands noms du journalisme seraient foutus [...]

[Un expert sur la propagande](#) a témoigné sous serment pendant un procès que la CIA emploie maintenant des milliers de journalistes et possède ses propres organisations médiatiques. Que son estimation soit exacte ou non, il est clair que de nombreux journalistes éminents [font toujours un rapport](#) à la CIA.

[Un documentaire de la BBC](#) en 4 parties intitulé *Century of the Self* montre qu'un américain, Edward Bernays, le neveu de Freud, a créé la technique moderne de manipulation des perceptions du public et que le gouvernement américain a largement utilisé ses techniques.

John Pilger est un journaliste très réputé (John Simpson, rédacteur en chef des affaires mondiales de la BBC, a déclaré: « *Un pays qui n'a pas de John Pilger dans son journalisme est un pays très faible* »). [Pilger a déclaré](#) en 2007 :

Nous savons maintenant que la BBC et d'autres médias britanniques ont été utilisés par un service secret britannique, le MI-6. Dans ce qu'ils appelaient Operation Mass Appeal, les agents du MI-6 ont fabriqué des histoires au sujet des armes de destruction massive de Saddam, telles que les armes cachées dans ses palais et dans des bunkers souterrains secrets. Toutes ces histoires étaient fausses.

Une de mes histoires préférées au sujet de la guerre froide concerne un groupe de journalistes russes qui faisaient un tour des États-Unis. Le dernier jour de leur visite, ils ont été invités par l'hôte pour faire part de leurs impressions. « Je dois vous dire, a dit le porte-parole, que nous sommes étonnés de constater, après avoir lu tous les journaux et regardé la télévision jour après jour, que toutes les opinions sur tous les points importants sont les mêmes. Pour obtenir ce résultat dans notre pays, nous envoyons des journalistes au goulag. Nous arrachons même leurs ongles. Ici, vous n'avez rien à faire. Quel est votre secret ? »

En 2008, [Nick Davies écrit](#) dans *The Independent* :

« Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il existe une stratégie concertée pour manipuler la perception des masses. Et les mass media fonctionnent comme des assistants complaisants, négligeant de résister en révélant ce fait.

La facilité avec laquelle ce système peut établir son emprise reflète une faiblesse structurelle rampante qui afflige maintenant la production de nos informations. J'ai passé les deux dernières années à la recherche d'un livre sur le mensonge, la distorsion et la propagande dans les médias globalistes.

La « lettre de Zarqawi », qui fut publiée en première page du New York Times en février 2004, faisait partie d'une série de documents hautement suspects qui auraient été écrits par, ou à, Zarqawi et qui ont alimentés les médias.

Ce matériel est produit, en partie, par des agences de renseignement qui continuent de travailler sans surveillance efficace ; Et aussi par une structure nouvelle de « communications stratégiques » qui a été initialement conçue par des colombes du Pentagone et de l'Otan qui voulaient utiliser des tactiques subtiles et non violentes pour faire face au terrorisme islamiste mais dont les efforts sont mal réglementés et mal supervisés, entraînant comme résultat que certains de ses pratiquants se déchaînent et s'engagent dans les arts noirs de la propagande.

Le Pentagone a maintenant désigné les « opérations d'information » comme sa cinquième « compétence de base » aux côtés des forces terrestres, maritimes, aériennes et spéciales. Depuis octobre 2006, chaque brigade, division et corps de l'armée américaine possède sa propre unité « psyop » produisant des « informations » pour les médias. Cette activité militaire est liée à la campagne de « diplomatie publique » du Département d'État qui comprend le financement de stations de radio et de sites Web d'actualités. En Grande-Bretagne, la Direction du ciblage et des opérations d'information du ministère de la Défense collabore avec des spécialistes de 15 psyops britanniques, basés à l'école de sécurité et de renseignement de la défense de Chicksands, dans le Bedfordshire.

Dans le cas du renseignement britannique, on a pu voir cette combinaison de propagande imprudente et d'échec de surveillance du travail dans le cas de l'opération Mass Appeal. L'ancien inspecteur des armements de l'ONU, Scott Ritter, a expliqué dans son livre *Iraq Confidential* comment, à Londres en juin 1998, il a été présenté à deux « spécialistes de la propagande noire » du MI6 qui voulaient qu'il leur donne des documents qu'ils pourraient disséminer grâce aux « éditeurs et auteurs qui travaillent avec nous de temps en temps ».

Le gouvernement [continue de payer](#) des journalistes pour répandre la désinformation. Et les médias d'entreprise agissent comme des « [services d'escorte](#) » [virtuels](#) pour les élites, vendant leur disponibilité à un certain prix aux puissants fonctionnaires du gouvernement, au lieu d'enquêter et d'écrire un article sur ce que font ces fonctionnaires.

L'une des façons dont le gouvernement des États-Unis diffuse la propagande consiste à s'assurer que sa version soit diffusée en premier. Par exemple, le chef de la division de la télévision et du cinéma de l'Agence américaine de l'information - Alvin A. Snyder - [écrivait dans son livre](#) *Warriors of Disinformation : How Lies, Videotape et USIA Won the Cold War* :

« Tous les gouvernements, y compris le nôtre, mentent quand cela sert leurs objectifs. Le truc est de mentir le premier. »

Une autre victime, toujours de la guerre, est la vérité. Tout le monde se souviendra de l'histoire du « tir accidentel russe sur un avion de ligne coréen », à peu près comme on nous l'a raconté en 1983, et non pas comme cela s'est réellement passé.

En 2013, le Congrès américain a [abrogé l'interdiction](#) formelle d'utiliser de la propagande contre les citoyens américains vivant sur le sol américain. Il y a donc encore moins de contrainte à la propagande qu'auparavant.

L'un des usages les plus courants de la propagande est de vendre des guerres inutiles et contre-productives. Étant donné que les médias américains sont [toujours pro-guerre](#), les éditeurs, les producteurs et les reporters traditionnels sont des [participants volontaires](#).

Il ne s'agit pas seulement de mentir sur les armes de destruction massive inexistantes de Saddam [...] les médias d'entreprise [vendent encore](#) des mensonges pour promouvoir la guerre.

L'ancien journaliste de *Newsweek* et d'*Associated Press*, Robert Parry, souligne que Ronald Reagan et la CIA ont lancé [une campagne de propagande](#) dans les années 1980 pour vendre au public américain le soutien aux rebelles Contras, en utilisant des personnes du privé comme Rupert Murdoch pour diffuser la désinformation. Parry note que beaucoup des mêmes personnes qui ont mené l'effort de propagande nationale de Reagan dans les années 1980 sont encore au pouvoir aujourd'hui :

« Alors que la génération plus âgée, qui a été la pionnière de ces techniques de propagande domestique est sortie de scène, beaucoup de leurs protégés sont encore là de même que certaines organisations. La National Endowment for Democracy (NED), fondé en 1983 [à la demande du directeur](#) de la CIA, Casey, et sous la supervision de Walter Raymond, est toujours dirigée par le

même néoconservateur, Carl Gershman, et a un budget encore plus important, dépassant actuellement les cent millions de dollars par an.

Gershman et sa NED ont joué un rôle important, bien qu'en coulisse, dans la crise ukrainienne en finançant des militants, des journalistes et d'autres agents qui ont soutenu le coup d'État contre le président élu Ianoukovitch. La Freedom House, affiliée à la NED, a également fait sonner les sirènes de la propagande. [Voir Consortiumnews.com « [A Shadow Foreign Policy.](#) »].

Deux autres anciens combattants de l'ère Reagan, Elliott Abrams et Robert Kagan, ont tous deux apporté un soutien intellectuel important à la poursuite de l'interventionnisme des États-Unis dans le monde. Plus tôt cette année, [l'article de Kagan](#) pour The New Republic, intitulé Les superpuissances ne peuvent se permettre la retraite, a touché un tel nerf chez le président Obama qu'il a accueilli Kagan à un déjeuner à la Maison Blanche et celui-ci a conçu le début du discours présidentiel de West Point pour montrer une partie de la critique de Kagan envers l'hésitation d'Obama à utiliser la force militaire.

L'empire médiatique de Rupert Murdoch est plus grand que jamais... »

Une autre clé de la propagande américaine est la répétition constante. Comme [l'a indiqué Business Insider](#) en 2013 :

Le lieutenant-colonel Daniel Davis, un officier très respecté qui a publié un [rapport critique](#) sur la déformation de la vérité par les hauts responsables militaires en Irak et en Afghanistan [...].

Du lieutenant-colonel Davis :

« Dans le contexte, le colonel Leap suggère que nous devrions changer la loi pour permettre aux agents des affaires publiques d'influencer l'opinion publique américaine quand ils jugent nécessaire de 'protéger un centre de gravité amical important, ou renforcer la volonté nationale des États-Unis'. »

La Loi sur la modernisation de Smith-Mundt de 2012 semble servir à cette fin en permettant que le public américain soit la cible de campagnes d'information financées par le gouvernement des États-Unis.

Davis cite également le général de brigade Ralph O. Baker - l'officier du Pentagone chargé du développement des forces interarmées au ministère de la Défense - qui définit les [opérations d'information](#) comme des [activités entreprises](#) pour « façonner le récit essentiel d'un conflit ou d'une situation et affecter ainsi les attitudes et comportements du public ciblé ».

Le général de brigade Baker continue en comparant les descriptions des opérations de combat avec la stratégie de marketing standard qui consiste à répéter une information jusqu'à ce qu'elle soit acceptée :

« Pendant des années, les annonceurs commerciaux ont fondé leurs stratégies publicitaires sur l'hypothèse qu'il existe une corrélation positive entre le nombre de fois qu'un consommateur est exposé à la publicité du produit et l'envie d'essayer ce nouveau produit. Le même principe s'applique à la façon dont nous influençons nos publics cibles lorsque nous menons une COIN. »

Et ces « milliers d'heures par semaine de programmes de radio et de télévision financés par le gouvernement » semblent servir la stratégie de Baker, qui

explique : « La répétition est un principe clé de l'exécution des OI et l'échec à répéter constamment un message cohérent en dilue l'impact sur les publics cibles. »

Le gouvernement manipule massivement le Web, les médias sociaux et les autres formes de communication.

Bien sûr, le Web et les médias sociaux sont devenus une énorme plate-forme médiatique, et le Pentagone et d'autres agences gouvernementales [manipulent massivement les deux](#).

[Les documents publiés](#) par Snowden montrent que les espions manipulent les sondages, la popularité des sites Web et le nombre de pages vues, censurent les vidéos qu'ils n'aiment pas et amplifient les messages qu'ils aiment.

La CIA et d'autres organismes gouvernementaux ont également mis énormément d'énergie à propager la propagande par le biais [de films](#), de la télévision et de [jeux vidéo](#).

Propagande transfrontalière

La propagande ne se limite pas à nos frontières...

Parfois, le gouvernement sème la désinformation dans les médias américains pour tromper les étrangers. Par exemple, un résumé officiel du gouvernement américain sur le renversement du président démocratiquement élu de l'Iran dans les années 1950, [dit](#) : « *En collaboration avec le Département d'État, la CIA avait transmis plusieurs articles aux principaux journaux et magazines américains qui, une fois republiés dans les journaux iraniens, ont eu l'effet psychologique désiré sur la population iranienne et ont contribué à la guerre des nerfs contre Mossadegh.* »

La CIA a [également soudoyé](#) des journalistes étrangers de premier plan.

Et CNN [a accepté de l'argent](#) du dictateur Bahrani pour mener une propagande pro-monarchique.

Et quiconque conteste le statu quo est étiqueté comme fournisseur de « *fausses nouvelles* »... ou pire.

Le premier amendement de la Constitution américaine protège la liberté de la presse contre la censure du gouvernement.

En fait, la raison pour laquelle il est illégal pour le gouvernement d'empêcher les histoires d'être imprimées est parce que [cela punirait](#) ceux qui critiquent ceux au pouvoir.

Pourquoi ? Parce que les Pères fondateurs savaient que les gouvernements (comme la monarchie britannique) vont toujours sévir contre ceux qui soulignent que l'empereur est nu.

Mais la liberté de la presse est soumise à une attaque massive en Amérique aujourd'hui...

Par exemple, les puissances en place prétendent que seules les entreprises médiatiques reconnues et qui agissent comme sténographes pour les grosses huiles [devraient bénéficier des protections](#) constitutionnelles garantissant la liberté de la presse.

Un professeur d'école de droit de Harvard [soutient que le](#) Premier Amendement est dépassé et devrait être abandonné.

Quand les blogueurs qui s'occupent de finance contestent la politique de la Réserve fédérale, un fonctionnaire de la Fed dit que [tous les blogueurs sont stupides](#) et manquent de qualifications pour commenter.

Et le gouvernement traite les vrais journalistes d'investigation comme des criminels... [ou même des terroristes](#) :

- Obama s'en est pris à des journalistes reconnus. Son ministère de la Justice [a qualifié le correspondant](#) de *Fox News* à Washington, James Rosen, de « *co-conspirateur criminel* » dans un cas de fuite [et menacé](#) pendant de nombreuses années de poursuivre le journaliste du *New York Times*, ayant reçu un prix Pulitzer, James Risen.
- L'administration Obama a [également espionné](#) Risen, Rosen, *l'Associated Press*, [la journaliste CBS](#) Cheryl Atkinson et d'autres médias.
- En fait, les principaux dénonciateurs de la NSA ont dit au *Washington's blog* que la NSA [a espionné les journalistes](#) pendant plus d'une décennie... pour s'assurer qu'ils ne révèlent pas les programmes gouvernementaux illégaux.
- Le Pentagone a dénigré les journalistes d'*USA Today* parce qu'ils ont enquêté sur [la propagande illégale](#) du Pentagone.
- Des journalistes couvrant les manifestations d'*Occupy Wall Street* ont été [menacés d'arrestation](#).
- Le gouvernement admet que les journalistes pourraient [être visés](#) par les lois antiterrorisme (et ici). Par exemple, après que le journaliste Chris Hedges, autre journaliste ayant reçu un Prix Pulitzer, la journaliste Naomi Wolf, le lanceur d'alerte des *Pentagon Papers* Daniel Ellsberg et d'autres ont poursuivi le gouvernement en justice pour s'opposer à la détention illimitée d'États-Uniens - le juge a demandé cinq fois aux procureurs du gouvernement si des journalistes comme Hedges pouvaient être indéfiniment détenus simplement pour avoir interviewé et écrit sur les pourris du gouvernement. Le gouvernement [a refusé de promettre](#) que des journalistes comme Hedges ne seront jamais mis au cachot pour le reste de leur vie sans aucun droit de parler à un juge.
- Dans un effort pour protéger la *Bank of America* de la menace de Wikileaks d'exposer les actes répréhensibles de la banque, le ministère de la Justice a [conseillé à la banque](#) d'embaucher un cabinet d'avocats spécialisé afin de réunir une équipe pouvant faire fermer WikiLeaks (et [voir ceci](#))
- La NSA et son homologue britannique ont traité Wikileaks [comme une organisation terroriste](#), allant jusqu'à cibler politiquement ses employés et espionner les visiteurs de son site Web

Washington's Blog

Article original en anglais :



[The CIA is One of the Main Peddlers of Fake News: Newly-Declassified Docs.](#)

La source originale de cet article est [Washington's Blog](#)
Copyright © [Washington's Blog](#), [Washington's Blog](#), 2017

Articles Par : [Washington's Blog](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca